

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention financière Ville/Communauté d'Agglomération pour l'adaptation d'équipements de la Ville liés au tramway lignes 4 et 5

Philippe THINES rapporte :

Par délibération en date du 26 mars 2012, la commune de Montpellier a autorisé la Communauté d'Agglomération et son mandataire TAM à implanter sur le domaine public les ouvrages du tramway, pour l'extension de la ligne 4 et la création de la ligne 5, et à réaliser les travaux nécessaires.

Cette opération impacte des équipements très spécifiques de la Ville, dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par l'Agglomération. Il s'agit :

- du réseau « PEGASE » et de ses équipements, dont certaines parties des câbles de fibres optiques sont à dévier sur une dizaine de secteurs, et huit caméras de télésurveillance reliées au CSU sont à déplacer ;
- du système centralisé de gestion des carrefours à feux « PETRARQUE », à adapter et à étendre à tous les carrefours à feux concernés par l'extension de la ligne 4 et la ligne 5 du tramway, pour, d'une part, prendre en compte la priorité des rames du tramway et pour, d'autre part, optimiser la sécurité et la gestion de la circulation générale.

Le même processus a d'ailleurs été mis en œuvre avec succès pour les lignes 1, 2, 3 et 4 du tramway.

Pour les interventions sur le réseau « PEGASE » et les caméras du système de surveillance urbain (CSU), seuls la Ville et son service technique gestionnaire ont qualité et compétence pour intervenir sur ce réseau, qui doit rester en service à toutes les étapes des modifications. La Ville reste donc maître d'ouvrage et maître d'œuvre des interventions rendues nécessaires pour l'implantation de l'extension de la ligne 4 et de la ligne 5 du tramway, sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Pour l'adaptation et l'extension du système « PETRARQUE », permettant d'assurer la priorité des rames de tramway aux feux tricolores, seule la Ville est gestionnaire de la circulation sur son territoire, avec des équipements complexes et adaptés. En conséquence, pour les opérations de régulation du trafic et de gestion

des feux tricolores sur l'ensemble des secteurs concernés par le tracé du tramway, et l'adaptation du plan de circulation, il est nécessaire que la Ville de Montpellier conserve la maîtrise d'œuvre de ces travaux en les intégrant dans l'ensemble des prestations d'adaptation du système « PETRARQUE » existant.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération demande donc à la Ville de procéder à ces prestations, et en accepte le remboursement sur justificatifs, dans le cadre de la convention.

Le coût prévisionnel de ces deux opérations est établi à 1 600 700,00 € HT, soit 1 920 840,00 € TTC (au 1^{er} janvier 2014), dont les détails et modalités d'actualisation sont décrits dans la convention.

La convention entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit en outre que les ouvrages réalisés sont propriété de la Ville, qui en assumera l'entretien et la gestion dès le prononcé de la réception des travaux.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014